



35 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.

Communiqué de presse

Paris, le 11 avril 2012

ALERTE rencontre François Hollande : Le candidat s'engage sur un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté

Une délégation du collectif ALERTE a été reçue ce matin par François Hollande pendant une heure. Les associations ont pu lui rappeler et débattre avec lui de leurs analyses et propositions contenues dans la plateforme ALERTE pour les présidentielles (*ci-jointe*) adressée le 5 avril à tous les candidats avec une demande de rencontre.

François Hollande s'est engagé, comme le demande ALERTE, à faire adopter, dès le début de son mandat, un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ce plan interministériel sera élaboré avec les associations. C'est la première fois que le candidat prend cet engagement dans la campagne. Il y a là une avancée importante. Ce plan sera assorti d'indicateurs chiffrés consensuels et son impact mesuré annuellement avec les associations.

François Hollande s'est également engagé, en matière de santé, à supprimer le forfait de 30 € à la charge des titulaires de l'Aide médicale d'Etat, comme le demande ALERTE. Pour la CMU Complémentaire, il considère qu'il faut « revoir » les effets de seuil. Il a renouvelé par ailleurs l'engagement qu'il avait pris dans le journal « La Croix » le 5 avril, en réponse à l'interpellation d'ALERTE, de créer en cinq ans 15 000 places supplémentaires d'hébergement d'urgence.

En matière d'immigration, le candidat entend mener une politique « inclusive », et diminuer les délais de réponse aux demandeurs d'asile. Il abrogera les « circulaires Guéant » et améliorera la gouvernance : il n'y aura pas de ministère de l'immigration, le ministère de l'intérieur conservera sa compétence concernant l'entrée et le séjour, et les politiques de solidarité et d'inclusion devront être menées par les ministères dédiés.

François Hollande veut également « mettre de l'huile dans les rouages », introduire davantage de coordination et de « souplesse » dans le fonctionnement de notre système de solidarité, notamment au plan territorial. En revanche, il n'a pas souhaité prendre d'engagement chiffré en matière de revalorisation du RSA socle. Enfin, il est partisan d'établir entre les associations et l'Etat une relation partenariale et de confiance.

Contacts presse

Bruno Grouès – 01 53 36 35 09 / 47 – 06 73 05 47 83 – bgroues@uniopss.asso.fr

Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Coordination et animation du collectif Alerte national

Uniopss - 15 Rue Albert – CS 21306 – 75214 Paris cedex 13 - Bruno Grouès : 01 53 36 35 47 – bgroues@uniopss.asso.fr
www.uniopss.asso.fr

Liste des associations membres du collectif ALERTE signataires

Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP) ; Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA) ; Association Service Social Familial Migrants (ASSFAM) ; Amicale du Nid ; Cimade ; Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs et précaires (CCSC) ; Comité national de Liaison des Associations du Réseau d'Accompagnement des Migrants (CLARA) ; Droits d'Urgence ; Emmaüs France ; Familles Rurales Fédération Nationale ; COORACE ; Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL) ; Fédération Entraide Protestante ; Fédération Habitat et Humanisme ; Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ; Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage) ; Fédération des Pact ; Fédération Vacances et Familles ; Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés ; Fondation de l'Armée du Salut ; Fonds Social Juif Unifié (FSJU) ; France Terre d'Asile ; Les petits frères des Pauvres ; Ligue des droits de l'Homme ; Médecins du Monde ; Secours Catholique ; Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ) ; Union professionnelle du logement accompagné (UNAF) ; Union nationale ADMR ; Union nationale des associations familiales (UNAF) ; Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS).